

COMITE CENTRAL

Le Comité Central du Parti s'est réuni les 16 et 17 octobre. Après discussion, il a adopté une résolution politique appelant tous les militants et sympathisants du Parti à comprendre la gravité de la situation: la crise du régime fait que, pour la bourgeoisie, l'installation de de Gaulle au pouvoir a cessé d'être une perspective éventuelle, pour devenir une question placée à l'ordre du jour. La classe ouvrière a manifesté au cours des dernières luttes une très grande combativité, mais la tactique des chefs stalinien de la « grève tournante » ne peut apporter que des échecs. Tout le parti doit encore plus résolument se tourner vers les entreprises: y faire triompher la politique révolutionnaire est la condition et la seule possibilité de faire reculer le gaullisme.

Le C.C. s'est félicité des résultats déjà obtenus et a appelé les camarades du Parti à redoubler d'efforts.

Le C.C. a entendu un rapport sur la dernière session du Comité Exécutif International et a approuvé le projet de campagne en faveur de « La Vérité ».

Région Parisienne

Une Assemblée générale a eu lieu le 19 septembre. Le rapport porta sur le danger gaulliste s'aggravant et la nécessité de regrouper l'avant-garde ouvrière dans le parti pour aider les travailleurs à renverser la situation créée par la politique des organisations ouvrières et syndicales. Les militants devront plus que jamais appeler au Front Unique à tous les échelons pour lutter contre le danger gaulliste et la misère.

La discussion qui suivit montra l'accroissement de notre influence dans les grandes entreprises de la Région Parisienne durant les dernières grèves.

Un tract du parti a été diffusé le vendredi, jour de la grève générale de deux heures. Il appelait tous les travailleurs à répondre à l'appel des centrales syndicales. Il montrait l'importance de la grève générale jusqu'à la victoire pour un Gouvernement sans ministre capitaliste, dont le programme appliqué par les masses et sous leur contrôle doit être: un véritable minimum vital garanti par l'échelle mobile et le contrôle ouvrier, l'expropriation des grands capitalistes, la suppression du budget de la guerre, l'indépendance aux peuples colonisés et l'appel aux peuples du monde pour les Etats Unis Socialistes.

Le tract appelait les travailleurs à envoyer des délégations aux Bureaux confédéraux pour exiger qu'ils cessent ces grèves « tournantes » et organisent la grève générale pour arracher une bonne fois les revendications ouvrières.

Des journaux d'entreprises paraissent maintenant régulièrement: « La Vérité-Unic », « La Vérité-Renault », « La Vérité-Chausson », « La Vérité-S.N.E.C.M.A. ». Des tracts de cellule sont diffusés dans de nombreuses autres entreprises.

Un tract du parti appelait à exiger de la direction confédérale la grève générale et à l'organiser pour soutenir les mineurs.

Région Bretonne

La région bretonne a édité un tract lors de la grève générale. Elle a édité une brochure « contre la misère, le fascisme et la guerre. L'unique solution: gouvernement ouvrier paysan ». Plusieurs tracts et un numéro de « La Vérité » locale ont été édités ainsi qu'une petite brochure d'éducation sur la question de l'Etat (démocratie, fascisme, dictature du prolétariat).

« Jeudi 16, à la Cantine des 4 Moulins, la cellule P.C.I. organisait un meeting sur la situation actuelle: « Où va la France. »

Au cours de son exposé, le camarade Calves montra qu'il ne s'agit pas de crises ministérielles quelconques,

9 Novembre. — Il serait surprenant que le coup de main qui vient de réussir à Pétrograd et qui est le fait d'une minorité audacieuse modifiât définitivement les destinées de la Russie. Il est plus probable qu'une réaction puissante suivra cette crise et que d'ici peu de jours, Lénine et ses amis iront remplacer dans les prisons les ministres d'hier qui y sont actuellement détenus.

10 Novembre. — Toutes les forces saines du pays se prononcent contre l'émeute.

11 Novembre. — Quoique placé sous le contrôle d'un commissaire du Comité révolutionnaire le télégraphe paraît fonctionner normalement.

13 Novembre. — La liquidation de l'aventure des Bolchévicks n'est plus qu'une question de jours, ou peut-être d'heures.

13 Novembre. — Vers un dénouement.

Comme nous l'avons dit, dès le premier jour, le ministre agent allemand et ses acolytes n'avaient pas d'appui dans l'ensemble de la population russe.

14 Novembre. — La fin de l'insurrection en Russie. Défaite des maximalistes.

Kérensky, maître de la situation, serait entré dans Pétrograd avec ses troupes.

17 Novembre. — En pleine anarchie!

Kérensky négocie avec les Bolchévicks.

Deux forces, en réalité, sont en présence, et ces deux forces existaient sous l'ancien régime. L'une est celle des Bolchévicks qui faisaient tous plus ou moins partie de l'Okrana ou police secrète sous l'ancien tsarisme. Ils se sont servis de leurs anciennes accointances pour s'emparer des services télégraphiques et ils ont ainsi créé dans toutes les villes de Russie un noyau d'anarchie redoutable.

L'autre est celle des Cosaques. Animés de sentiments guerriers, vivant dans l'aisance, contents de leur sort et amis des gouvernements, les Cosaques sont le soutien naturel de l'autorité.

17 Novembre. — Les dépêches racontent que les Maximillistes se trouvant à court de troupes ont armé les ouvriers des usines qu'on a vu défiler dans les rues.

21 Novembre. — Folies Maximillistes.

Le correspondant du Times télégraphie de Pétrograd à la date du 18: « Le nouveau gouvernement ou, comme il se désigne, le « Conseil des Commissaires du Peuple » a donné, le 10 Novembre, un exemple de la législation par laquelle il se propose de régénérer la Russie:

« Un décret a été publié donnant à toutes les municipalités le pouvoir de saisir toutes les maisons, habitées ou non, et d'y installer les citoyens sansabri ou occupant des bâtiments surpeuplés ou insalubres.

« Un autre décret déclare que tou-

tes les usines sont la propriété des ouvriers.

« Un troisième décret établit un moratorium pour le paiement du loyer des petites maisons et des petits logements.

« Un quatrième décret, le plus important de tous, donne une solution définitive de la question agraire. Ce décret, qui menace de faire éclater la guerre civile dans les districts ruraux, déclare que toute propriété de la terre est annulée sans compensation pour les propriétaires.»

27 Novembre. — Les extravagances de Lénine.

Un décret gouvernemental supprime, toutes les classes sociales les dignités et titres et remet aux Zemstvos les biens et les immeubles de la noblesse et des bourgeois.

Un deuxième décret prescrit au Comité révolutionnaire de saisir aussitôt, d'enfermer à Cronstadt et de traduire en justice tous les spéculateurs et fabricants en matière de ravitaillement. Un troisième décret crée une commission spéciale de 15 membres pour assurer le développement de l'instruction publique en Russie. (Havas.)

29 Novembre. — Un simple soldat a été nommé commandant des troupes de la région militaire de Moscou.

6 Décembre. — Aux termes de la nouvelle loi, les enfants illégitimes auront les mêmes droits que les enfants légitimes.

Depuis plusieurs jours, le Gouvernement a rappelé des classes réservistes. Il maintient sous les drapeaux la 47/2 deux mois de plus et à partir du 15 novembre, le deuxième contingent de la 48 va partir.

Le Gouvernement renforce aujourd'hui son armée, car il veut à tout prix briser la grève des mineurs qui paralyse l'économie des capitalistes français.

S'il n'utilisait encore hier que les éléments sûrs (C.R.S., gendarmes), il lance aujourd'hui ses tanks et ses éléments motorisés contre les grévistes.

Mais s'il n'y a qu'une petite partie de l'armée qui maintient l'ordre des capitalistes par les armes, il ne faut pas oublier que la plus grande partie est utilisée pour des besognes qui en fait brisent la grève.

Si le charbon envoyé par les capitalistes étrangers est déchargé par les soldats, c'est aussi un coup porté aux mineurs et autres grévistes.

L'armée que la bourgeoisie ne peut utiliser comme troupe de choc sert quand même, dans les services de sécurité des mines, dans la protection des bâtiments, dans les mille besognes qui ne sont plus faites par les mineurs, au Gouvernement pour écraser les ouvriers en lutte.

Déjà, en certains endroits, les soldats qui en ont assez du militarisme et de la guerre ont compris que la lutte des mineurs était la même que la leur. Et tous les soldats comprendront qu'ils peuvent beaucoup pour aider leurs frères en lutte, s'ils adoptent une attitude de classe face aux événements dans lesquels le Gouvernement et Moch les jetent.

Mais pour cela, chaque soldat doit sentir efficacement la solidarité et l'aide que peuvent leur apporter leurs frères de lutte dans les usines. Ce n'est que par un lien constant avec leurs camarades de travail qu'ils pourront conserver intact leur jugement de classe dans de tels événements.

Il faut que les ouvriers dans les usines constituent les Caisses du « Sou du Soldat » pour les jeunes qui sont à l'armée. En leur apportant constamment les nouvelles des usines et en les aidant matériellement, les ouvriers préparent la solidarité des soldats dans les grèves. Cela ne signifie pas qu'il ne faille pas lutter contre le patron pour obtenir avant le départ des conscrits les primes qui permettent d'augmenter l'aumône qu'octroie aux jeunes mobilisés le Gouvernement, pour faire sa sale besogne contre les ouvriers.

« Le Sou du Soldat », les primes arachées aux patrons, sont des chaînons dans la lutte des ouvriers jeunes et adultes, en bleus de travail ou sous l'uniforme, pour le combat unique contre le gaullisme et la guerre.

Pointes rouges!..

LA CHASSE AUX TRAFIQUANTS

Comme tous ceux qui l'ont précédé, le Gouvernement Queuille commence par « réajuster » les prix des denrées et des marchandises indispensables aux travailleurs. Résultat: hausse de 50 à 100 %. Puis il annonce qu'il va passer à la lutte contre les trafiquants: instructions aux préfets et aux parquets, réimpression de la loi Farge, etc...

Refrain connu, disent les lecteurs de « La Vérité ». Eh bien! pas du tout, et les communiqués de victoire publiés chaque jour par la presse démontrent que, pour une fois, c'est vraiment sérieux. La preuve: on a arrêté, à Sarlat, un épicier et une tripièze; à Bernay, un marchand de volailles; à Paris, un marchand forain; à Asnières, un artiste; à Rosny-sous-Bois, un garagiste. Les voilà bien, les affameurs! Et les marchands de bretelles à la sauvette n'ont qu'à bien se tenir.

Pendant ce temps, les dirigeants de la C.G.A. et les mandataires aux Halles doivent, tout de même, se tapoter discrètement le menton.

LEGALITE ET FUSILLADE

Le Monde publie gravement, dans son numéro du 24-25 octobre, les textes qui réglementent l'emploi des armes « dans le maintien de l'ordre public »: sommations par roulement de tambour, par sonneries de garde à

vous, magistrat ceint d'une écharpe tricolore, etc... Voilà qui est réconfortant, n'est-ce pas, pour la veuve du mineur Barbier assassiné le 23 octobre par les C.R.S.

Car le sinistre Moch ne s'embarrasse guère de la loi de 1791 ou des Instructions ministérielles de 1934 lorsqu'il s'agit de faire fusiller les travailleurs.

LES SECRETS DU P.S.U.

Dans chacun de ses numéros, « La Bataille Socialiste » dénonce le « parti américain » et la « marshallisation de la France ».

Mais, dans chacun de ses numéros, « La Bataille Socialiste » publie également une annonce invitant ses lecteurs à souscrire aux Bons du Trésor.

Pour financer les déplacements des C.R.S.?

LES PETITS JEUX DE L'HUMA

Vous connaissez les petits jeux que soumettent à leurs lecteurs certains journaux. « La réponse se trouve au bas de la page », « L'Huma » renouvelle la formule. Un de ses rédacteurs a visité le Salon de l'Automobile. Il a remarqué particulièrement la haute tenue de la production de certaines maisons de cycles (Olympia, Rochet, Arligue). Pourquoi ces marques? La réponse est au bas de la page: ce sont celles qui font de la publicité dans « l'Huma ».

DANS LA MARNE (suite de la page 4)

la résolution du 24 septembre (ci-dessus) et pour les revendications corporatives des cheminots.

Jeudi 7 octobre, la grève se généralise tout de suite chez les cheminots, la minorité C. F. T. C. (inexistence de F.O.). Jusqu'à midi, Châlons-sur-Marne sera la seule gare du réseau Est effectivement en grève. Les trains qui y parviennent y sont stoppés.

La délégation du Comité de grève, reçue par le Préfet, s'entend signifier que celui-ci « y mettra le prix », qu'il demandera des gardes mobiles à Troyes, mais que les trains passeront!

A 13 h. 30, face à ces menaces, le Comité général de l'U.L. décide la grève générale pour le cas où les gardes mobiles entreraient en action et se rend à 15 heures chez le Préfet pour lui signifier cette décision. A 18 heures, Epernay entre en grève. L'U.L.-C.F.T.C. accepte d'appuyer le mouvement si les gardes mobiles entrent en action.

A 21 heures, une délégation commune C. G.T.-C.F.T.C. signifie au Préfet cet accord et affirme qu'il n'y a ni incidents ni entraves à la liberté du travail.

Le vendredi 8 octobre, à 6 h. 30, les gardes mobiles occupent la gare. L'ordre de grève générale est lancé. La grève générale est totale à 9 heures dans toutes les entreprises privées, partielle chez les fonctionnaires. Près de trois mille ouvriers sont massés devant la gare. A 10 h. 30, une nouvelle délégation se rend à la Préfecture. Le Préfet, devant le magnifique mouvement des travailleurs de Châlons, capitule et donne l'ordre de départ aux gardes mobiles. Les cheminots réoccupent la gare à 11 heures. A 11 heures, dans un grand Meeting place du Marché (C. G. T. et C.F.T.C.), l'ordre du jour du 24 septembre est réapprouvé. De nombreuses boîtes, en particulier dans l'Alimentation, le Livre, le Bâtiment décident de poursuivre la grève pour leurs Revendications. Tous les travailleurs châlonnais luttent donc unanimement pour le minimum vital, l'échelle mobile et le Contrôle Ouvrier et viennent de remporter une première victoire en chassant les gardes mobiles et en faisant capituler le Préfet à Moch. Un Comité d'Unité d'Action permanent est réalisé avec la C.F.T.C. en fin de la soirée du vendredi 8 octobre. La lutte se poursuit le lendemain avec un moral excellent, la grande victoire du départ des mobiles permise par l'unité dans la lutte de tous les travailleurs a été un puissant encouragement. Il a fallu l'isolement et l'abandon par les bonzes fédéraux des travailleurs châlonnais pour stériliser en grande partie ces luttes courageuses comme celles de tous leurs camarades.

CHEZ LES CHEMINOTS D'EPERNAY

Septembre 1948. — Les cantonniers de la Section technique d'Epernay ont voté à la majorité pour l'obtention d'un minimum vital décent garanti par le rajustement automatique; pour l'obtention d'un acompte unique éga pour tous; pour l'égalité entre tous des indemnités de résidence; pour les mêmes allocations de famille pour l'ingénieur ou le cantonnier; pour la suppression des zones d'abattements de salaires; pour le retour aux 40 heures.

NI JAUNE NI COMPLICE (Suite de la page 1)

le cours d'une lutte d'ensemble qui s'appuie effectivement et ouvertement sur ces luttes partielles.

Mais ce n'est pas là la politique des stalinien. Ils ont raidi leur tactique le jour où les pourparlers de coulisse pour un « Gouvernement d'union démocratique » ont échoué et où ils ont, au moins pour un temps, renoncé à ce mot d'ordre qui a pratiquement disparu des colonnes de l'Humanité. Ils continuent de parler de la France, de son « indépendance » et de sa production, au moment où par une tactique de guérilla ils ne peuvent apparaître aux yeux des petits bourgeois que comme des saboteurs au service de l'étranger.

Cette tactique se justifierait-elle, du point de vue ouvrier, au nom de la défense de l'U.R.S.S.? Nullement. Le besoin d'un compromis avec les Etats-Unis si nettement avoué par Staline dans ses dernières déclarations fait accentuer la pression sur le maillon le plus faible du bloc capitaliste. Mais rien ne serait plus funeste aux conquêtes d'octobre qui subsistent en U.R.S.S. qu'une défaite des travailleurs de France. Il n'y a pas de commune mesure entre une telle défaite et un compromis (qui ne pourrait être que temporaire et illusoire) avec l'impérialisme yankee.

N'y a-t-il pas d'autre issue que d'être jaune avec Jouhaux et Moch ou complice avec Thorez et Frachon? Il y a autre chose, il y a beaucoup à faire.

Le meilleur moyen de dresser les travailleurs contre les manœuvres de « Force Ouvrière » et autres chefs jaunes, c'est de rejeter la politique stalinienne des mouvements qui servent une politique qui ne s'avoue pas et qui ne peut pas s'avouer parce qu'elle n'est pas celle des travailleurs.

Il faut, partout, souligner qu'il n'y a qu'une issue, celle d'une lutte d'ensemble, menée pour les revendications propagées pendant des années par les trotskystes seuls et qui sont aujourd'hui communes à tous les travailleurs:

— le minimum vital, pas celui de 14.000 francs « acceptable » par les patrons qui se refusent à l'accepter, mais celui qui correspond nettement aux besoins des travailleurs;

— l'échelle mobile, qui garantira ce minimum vital dans une période où les prix continuent de monter;

— le contrôle des travailleurs qui, seul, permettant de voir ce qui se passe dans l'économie capitaliste, déjouera les trafics et les manœuvres.

Ces revendications essentielles ne peuvent pas être dissociées du problème de la direction du pays. Aucune d'entre elles ne serait assurée si les travailleurs n'imposent pas un gouvernement ouvrier et paysan, soutenu par les masses organisées et armées, et contrôlé par elles.

Une politique différente de celle de la bureaucratie, une véritable politique ouvrière nécessite une direction ouvrière autonome, indépendante de la bureaucratie. Des Comités élus démocratiquement par les entreprises pour engager et mener une lutte d'ensemble, ces Comités se reliant entre eux d'usine à usine, en dehors du contrôle étranger des appareils en place, tel est le moyen de la lutte et de la victoire.

Dans le cadre d'une telle politique, la lutte même si elle ne s'étendait pas au delà de quelques entreprises (et dans les conditions de tension sociale actuelle, il n'est pas du tout certain que le mouvement ne peut acquiescer de l'ampleur) constituerait un modèle, un exemple, un encouragement pour des milliers de militants à la recherche d'une issue, un point de départ pour les luttes futures.

C'est particulièrement aux milliers de militants de base du P.C.F. qui, aujourd'hui, se sentent coincés entre une volonté de combat des masses et les directives de leur parti qui gaspillent cette volonté de combat que nous nous adressons. Ils portent sur eux les plus lourdes responsabilités. C'est grâce à leur autorité dans les usines que Thorez a pu, en 1936, « faire terminer une grève » et qu'il a pu en 1945 désarmer les travailleurs au profit « d'une seule armée, d'une seule police, d'un seul Gouvernement ». Poursuivre sur cette voie, c'est mener à une plus lourde défaite que celle de l'an dernier. Prendre le mouvement dans leurs mains et agir en fonction de leur intelligence de classe, c'est permettre à la classe ouvrière de vaincre, de créer une société socialiste.

Jules Moch a dit...

« Qui donc parmi nous contesterait la nécessité d'une défense antifasciste? Qui soutiendrait en la matière la suprématie de la Chambre sur la rue?... », a déclaré Jules Moch qui a encore affirmé:

« Les événements en Espagne et en Autriche eussent, sans aucun doute, pris une autre tournure si les gouvernants n'avaient constamment gardé la maîtrise presque intégrale des transports, des liaisons et de la force motrice... »

« Soyons persuadés qu'une résistance à un coup d'Etat fasciste, comme une révolution prolétarienne peuvent échouer, malgré le succès de la grève générale, mais que sans celle-ci elles ne peuvent réussir. »

Puis il a montré que la lutte contre le fascisme est inséparable de la lutte contre le capitaliste agonisant:

« Jurerions-nous que, toujours et partout, des mots d'ordre précis montent à toutes les grandes catégories sociales qu'elles meurent du capitalisme et que les réformes qu'elles attendent sont, pour l'heure, irréalisables par lui? Soulignons-nous sans cesse qu'il faut contre lui mener une lutte sans merci ne comportant pas de possibilités de transaction. Affirmons-nous sans trêve la nécessité du pouvoir, de tout le pouvoir au socialisme, contre le capitalisme? »

Mais c'était le 30 avril 1935 que Jules Moch s'exprimait ainsi. Dans une brochure qu'il intitulait: « Pour marcher au pouvoir. » Aujourd'hui, Moch est au pouvoir. Comme larbin de la bourgeoisie. Et il lutte contre le fascisme en donnant l'ordre à ses C.R.S. de tirer sur les mineurs en grève. Rappelons-lui simplement ce qu'il écrivait encore en 1935:

« Comment le sang des victimes prolétariennes ne ferait-il pas lever une moisson de vengeurs, tant que subsiste l'oppression sociale? »

SOUSCRIPTION

2226: 500 fr.;	2872: 200;	2061: 200;
2177: 200;	2071: 150;	2060: 50;
5.000: Travailleurs vietnamiens de Béas;	2373: 50;	Viet + Carlo: 600;
X...;	30; 2837: 30 (août);	2829: 50 (août);
2837: 30 (sept.);	2929: 50 (sept.);	2828: 75;
2178: 100;	2690: 100;	Laf.: 100;
Berth.: 150;	Rod: 170;	200;
Blanche: 200;	Ton.: 500;	Ric: 100;
2238: 50 (sept.);	2274: 100 (sept.);	2291: 50 (sept.);
2292: 100 (sept.);	2060: 50 (sept.);	2061: 200;
2062: 200;	2071: 50;	2072: 200;
2074: 10;	2077: 200;	2060: 50 (oct.);
2061: 200;	2071: 50;	2077: 200;
2872: 200;	2293: 50	